

CONSEIL DE PROMOTION DES INSPECTEURS STAGIAIRES DU 23 AVRIL 2024

Montreuil le 16/01/2024

Compte rendu de la CGT Finances Publiques

Avant toute chose, la CGT Finances Publiques réitère sa demande d'avoir du temps supplémentaire pour préparer convenablement les conseils de promotion.

Une journée de préparation (au lieu d'une demi-journée) est requise afin d'échanger dans de bonnes conditions et de répertorier les problématiques communes et spécifiques aux deux établissements.

Nous demandons également une journée complète de débat, car une demi-journée contraint à prioriser les points abordés, et nous empêche d'aborder et de discuter au fond de nombreux sujets.

Enfin une demi-journée est insuffisante pour la rédaction du compte-rendu. Les stagiaires sont en droit d'avoir un compte rendu exhaustif et clair.

Toutefois, nous notons une amélioration dans la qualité des échanges entre les organisations syndicales et la partie administrative présidée cette fois-ci par Mme Céline SAGE.

La CGT Finances Publiques a obtenu pour certains points une réponse claire comme la date du prochain du conseil de promotion qui se déroulera le 11/06/2024 à Clermont-Ferrand, ou encore le nombre de stagiaires allant au rattrapage. Nous avons eu également l'information officielle qu'il y aura bien un.e relation stagiaires à Noisiel pour la nouvelle promotion. La CGT Finances Publiques rappelle les difficultés de trouver un.e candidat.e à ce poste dont les missions ne sont pas clairement établies et divergent selon l'établissement.

Cependant, des efforts sont encore à fournir et nous avons indiqué un manque de communication régulier de la part de la direction et souvent une inégalité dans la transmission des informations entre les deux écoles (par exemple, les notes des unités de compétences n'ont pas été communiquées en même temps).

La direction a souhaité s'entretenir avec les élu.e.s concernant les cours qui vont se tenir l'année prochaine à la Parlette à Clermont-Ferrand. Nous nous sommes très rapidement aperçu que nous n'avions pas vraiment de marge de négociation. Nous étions uniquement consulté.e.s pour que l'ENFiP ait un meilleur aperçu des risques à prendre en compte. Le risque principal identifié a été l'isolement des classes. Une des solutions proposées par les syndicats est de partir sur une base de volontariat tant pour les profs que pour les élèves. Il faudra suivre, si cette solution est retenue, que les stagiaires soient bien informé.e.s de ce tout ce que cela implique, qu'ils.elles puissent faire un choix éclairé.

Par ailleurs, des demandes sont restées sans réponse comme celle des élus de la CGT qui ont demandé **une nouvelle fois** à ce que la conférence sur le Handicap ait lieu, conférence essentielle pour sensibiliser l'ensemble des collègues sur le sujet.

Il a aussi été abordé plus en détail la journée internationale des droits des femmes. Commencant d'abord par remettre une nouvelle fois la responsabilité des stagiaires sur la table – ce serait à nous de proposer des événements, alors que nous approchons de la période d'examen – la direction a fini par reconnaître que son engagement aurait pu être plus poussé. Elle retient les propositions apportées par la CGT Finances Publiques tels que des stands dédiés à la prévention contre les violences sexistes et sexuelles, ou encore faire venir des associations féministes. Nous étudierons de près ce qui sera proposé dans les prochaines années.

CONCERNANT LE DÉROULEMENT DE LA FORMATION :

La CGT Finances Publiques a rappelé son désaccord avec le projet Ariane (4+1), qui va perdurer les années prochaines. Il n'a aucunement été question de sa suppression, on ne peut que le déplorer, même si à la marge une prise en compte de l'inadéquation de certains modules à distance semble être prise en compte. Mais encore une fois c'est aux stagiaires de faire le travail (que les élu.e.s avaient déjà ébauché au premier conseil de promotion, sans effet à ce jour) en faisant remonter les modules inadaptés au distanciel. Il est dommage que nous n'ayons pas été prévenu.e.s en début d'année, afin de mieux informer les stagiaires de la vigilance qu'ils.elles devaient porter à tous les modules.

Nous avons interrogé la direction concernant des points techniques comme le problème des examens sur Moodle, les exercices de comptabilité à distance et les applicatifs déconnectés de la réalité, quand ils ne sont pas tout simplement absents. L'administration s'est engagée à regarder pour Moodle et l'ordre du plan comptable, nous serons attentifs à l'évolution de ce problème. Pour la comptabilité, l'administration va mettre en place des corrections des exercices plus détaillées, mais la CGT Finances Publiques voulaient rappeler que cela ne peut en aucun cas remplacer un cours avec un.e chargé.e d'enseignement. Pour finir, nous n'avons pas eu de retour précis de la direction concernant les applicatifs, si ce n'est que le dossier Isadoro pour les groupes de CF va effectivement disparaître l'année prochaine, et que les difficultés rencontrées par les groupes de GPE étaient malheureusement conjoncturelles, et qu'il n'y aura plus de soucis l'année prochaine.

CONCERNANT LES EXAMENS :

Les élu.e.s de la CGT Finances Publiques ont proposé des pistes d'améliorations concrètes pour que les évaluations soient réalisées dans de meilleures conditions. Les stagiaires manquent indéniablement de temps pour se préparer aux épreuves, générant stress et fatigue. Nous demandons le passage des oraux, qui se déroulent sur une semaine banalisée, avant les écrits afin que la semaine puisse être également une semaine de révision. Nous avons rappelé qu'un contrôle continu et des tests réguliers seraient indéniablement plus pédagogiques que le système actuel. Nous requérons également un programme de révisions ciblés afin que les stagiaires puissent se concentrer sur les notions fondamentales à acquérir et effectuer leur stage pratique dans de bonnes conditions. Les élu.e.s ont pu remarquer que l'ensemble des propositions avait attiré l'attention de la Direction et souhaitons un réel changement de positionnement à ce sujet.

La CGT Finances Publiques a également demandé des explications sur leur refus systématique de fournir les annales. Leur refus serait dû au fait des changements pouvant intervenir dans la loi ce qui pourrait occasionner des confusions pour les stagiaires, mais surtout par facilité, car la direction ré-utilise les sujets l'année suivante.

Les élu.e.s CGT Finances Publiques ont insisté sur la nécessité de clarifier le programme des examens. Non seulement la scolarité est très dense, mais en plus le périmètre exact des notions attendues n'était pas défini. Nous n'avons enfin eu aucune information sur la grille de notation, en particulier pour l'oral. Ce fut également l'occasion de revenir sur l'importance d'avoir des documents de synthèse des éléments importants de chaque séance.

La CGT Finances Publiques a aussi abordé la question très problématique des examinateurs ayant eu des propos plus que déplacés lors des oraux individuels. Madame Cartier et Madame Sage ont été très attentives aux problèmes et ont voulu plus de précision, en revanche rien de la part de Monsieur Jouffret. On ne peut que déplorer son mépris sur un sujet aussi sensible et touchant d'aussi près le bien-être des stagiaires.

Enfin, l'on s'est étonné de s'entendre dire qu'il ne fait pas partie des objectifs de l'école d'atteindre 100% de réussite aux examens, et même qu'il est souhaitable de maintenir un taux d'échec minimum, qu'à cet égard il est donc tout à fait raisonnable de voir 13% des stagiaires ne pas valider la comptabilité. La CGT Finances Publiques croyait pourtant, apparemment à tort, que l'objectif de l'École est de former tou.te.s les agent.e.s à leur métier.

CONCERNANT LES ESTIVALES ET L'ORGANISATION DU TRAVAIL PENDANT LES JEUX OLYMPIQUES :

Les stagiaires francilien.ne.s s'inquiètent quant à l'organisation de leur stage pratique dont une partie se déroule pendant les Jeux olympiques. La direction tarde à fournir une réponse officielle à ce sujet. Lors du Conseil de promotion, le télétravail a été évoqué comme solution. Là encore nous regrettons le manque de communication de la direction, alors même que nous n'avons pas obtenu de réponse à ce sujet lors du conseil, la possibilité de télétravailler a été présentée aux stagiaires deux jours plus tard.

Nous avons également interrogé la direction sur l'organisation des Estivales notamment en termes de logement. Un questionnaire a été envoyé aux stagiaires de Noisiel pour recenser les besoins en logement il y a plusieurs semaines et aucune suite officielle n'a été donnée à ce jour.

Madame Cartier a répondu que ce questionnaire a permis de connaître le nombre de logements afin d'avoir d'avoir tarif conventionné dont la communication sera faite prochainement.

Enfin sur la demande des élu.e.s CGT Finances Publiques, la direction s'est engagée à examiner les demandes de dérogation qu'il lui serait formulées pour les stagiaires dont la situation personnelle rend compliqué la participation aux estivales. Nous invitons les stagiaires concerné.e.s à nous contacter pour les accompagner dans cette démarche.

En toute fin de conseil, et après demande que les stagiaires de Clermont-Ferrand puissent obtenir leur résultat de leur oral et de l'unité de compétence lié à leur investissement, nous avons demandé le nombre de stagiaires contraints de repasser les épreuves

Ainsi ce sont 52 stagiaires de Noisiel et 63 de Clermont-Ferrand soit 115 collègues qui seront au rattrapage le 02/05/2024.

C'est également l'unique jour où la Direction de Noisiel propose un moment de cohésion «les Olympiades» dont les collègues de Noisiel en rattrapage seront privés.

En soutien et par solidarité, les élus de la CGT Finances Publiques ont rédigé lors de l'assemblée générale du 24/04/2024 une pétition pour reporter la date pour que tou.te.s les stagiaires puissent y participer.

Cette pétition, signée par 254 stagiaires, a été remise à la direction le 29/04/2024.

Si nous saluons l'évolution positive du dialogue en conseil de promotion, nous attendons impatiemment d'en voir les effets au sein de nos établissements respectifs. Nous serons également particulièrement attentifs à voir les engagements de la direction se concrétiser.

